

COMMUNICATION

Interview de Fergal Keane*

Fergal Keane est correspondant spécial de BBC News. Il a effectué des reportages dans beaucoup des endroits les plus chauds de la planète, de l'Irlande du Nord au Rwanda et à l'Irak. Il a été universellement salué par la critique et a remporté de nombreuses récompenses pour ses reportages. Il a, entre autres, été désigné Journaliste de l'année en 1995 lors des Royal Television Society Awards. Son reportage Journey into Darkness pour l'émission Panorama, un compte rendu du génocide au Rwanda, a été récompensé par le prix Amnesty International pour la télévision. Fergal Keane a également remporté le prix Index on Censorship récompensant l'intégrité journalistique et le prix George Orwell pour son livre sur le génocide rwandais Season of blood

⋮ ⋮ ⋮ ⋮ ⋮ ⋮

Le CICR a ses principes, comme l'impartialité et la neutralité. Le journalisme a-t-il besoin du même genre de principes?

Si l'on se place dans une perspective historique, on constate qu'il y a toujours eu différentes catégories de journalisme. Alors ne pensez pas qu'il n'en existe qu'une. Certains écrivent des commentaires sur des questions internationales dans des journaux, d'autres travaillent pour des agences de presse et ne sont que des fournisseurs d'information; et puis il y a des personnes comme moi, qui vont dans des endroits comme le Rwanda ou l'Afrique du Sud et dont le travail ne consiste pas seulement à communiquer des faits. On va aussi me demander mon analyse. Où se situe la frontière entre cela et le journalisme d'opinion? Car on s'y aventure inévitablement – une fois ou l'autre, il vous est demandé de donner votre avis sur l'évolution future d'une situation. Je ne pense pas que l'impartialité au sens strict existe dans le journalisme, mais je crois qu'il est possible d'être juste.

* L'interview a été menée le 27 janvier 2006 par Toni Pfanner, rédacteur en chef de la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, et Roland Huguenin-Benjamin, porte-parole du CICR à Londres. La version anglaise de l'interview a été publiée dans: *International Review of the Red Cross* Vol. 87, No. 860, December 2005, pp. 611-619

Faut-il un cadre juridique ou un code d'éthique pour les journalistes?

Je pense qu'un code n'est pas la même chose qu'une loi et que, d'une manière générale, il ne faut pas donner aux politiciens le pouvoir de gérer les médias. S'ils en ont la possibilité, ils s'arrangeront pour camoufler leur nature vénale et menteuse, et cela dans le monde entier. En revanche, je suis convaincu qu'il serait bon de concevoir un code plus éthique pour les journalistes, mais j'ai peur qu'il ne soit déjà trop tard.

Dites-vous cela à cause de l'environnement médiatique en continu?

Qui va surveiller cela au niveau international? Que pouvons-nous faire, vous et moi? Il faut prendre les journalistes lorsqu'ils débutent, c'est là qu'il faut essayer de les influencer. Je trahis peut-être mon passé catholique, mais je suis sûr que c'est à ce moment-là qu'on inculque un certain sens des valeurs. Chaque fois que j'entends des gens parler du «business des médias», cela m'irrite vraiment parce que, pour moi, il ne s'agit pas de cela. Tout d'abord, le journalisme n'est pas un «business». Si on le considère comme tel, avec des parts de marché et des cotes, c'est la porte ouverte aux polémistes, aux gens qui diront: «Si nous présentons les choses de cette façon, notre part de marché augmentera, parce que c'est ce que veut le public.» Pour moi, c'est le plus grand danger que court le journalisme. Nous sommes préoccupés par la pression des gouvernements et des lobbys, mais le vrai danger, c'est l'argent – «Suivez le public. Si cela rapporte d'alimenter ses préjugés, pourquoi pas?» Je pense que nous consacrons trop peu de temps à ce problème.

Est-ce que les médias eux-mêmes sont en train de modifier leur rôle?

Il y a beaucoup de cela et, à mon grand regret, la plupart du temps on doit ce changement à une manipulation et non à un quelconque zèle militant des journalistes. C'est malheureusement plutôt le contraire. Ce qui se passe actuellement, à l'ère de l'information en continu, relève très souvent de la manipulation des médias.

Comment faites-vous pour réaliser vos reportages, vous lancer dans un sujet et donner votre opinion sans devenir le champion d'une cause?

En Afrique du Sud, pour donner un exemple, on pouvait faire un reportage sur l'apartheid qui rendait bien compte de la nature moralement odieuse des événements sans pour autant devenir meneur d'un groupe politique ou d'un lobby. En tant que journaliste, je suis persuadé qu'il ne m'appartient pas de militer pour un mouvement, que ce soit pour l'ANC en Afrique du Sud ou pour un groupe politique où que ce soit, même s'il est évident que leur cause est juste. C'est également le cas au Rwanda, pour donner un autre exemple. Je ne suis pas certain que les journalistes y aient très bien rempli leur rôle depuis le génocide en 1994, à cause de la culpabilité engendrée par le manque de couverture des massacres. De nombreuses organisations de médias se sont rendu compte qu'elles n'avaient pas couvert des événements comme elles l'auraient dû et, après cela, le nouveau gouvernement rwandais a reçu un chèque en blanc. Comment expliquer autrement le manque de couverture adéquate des événements du Congo? La crise la plus

épouvantable de notre époque sur le plan humanitaire, plus de quatre millions de morts, mais ce n'est pas en lisant nos journaux que vous l'aurez appris. Pour moi, c'est un exemple d'injustice, de manque d'objectivité.

Ce manque de couverture médiatique était-il dû à des problèmes d'accès et de sécurité?

Oui, mais il y a d'autres problèmes. Je suis allé cinq fois au Congo ces dernières années. Mon grand regret en tant que journaliste est de ne pas y avoir été plus tôt. À ma décharge, je peux dire que j'étais basé en Asie au moment où cette guerre commençait et où une armée faisait marche à travers toute l'Afrique pour prendre Kinshasa. Mais je ne sais pas quelles excuses ont les autres. Le sujet était énorme, mais nous ne l'avons pas suivi assez longtemps et nous n'avons pas enquêté sur ce qui s'est vraiment passé.

Pensez-vous que ce soit le rôle des médias d'enquêter sur les crimes de guerre?

Cessons de dire que les médias n'ont qu'un seul rôle à jouer. Ce n'est pas le cas. Ils ont de nombreuses fonctions et sont influencés par de nombreux facteurs. On se dépêche de rapporter les faits dès qu'on a pu les vérifier. Parfois, je pense que nous communiquons trop rapidement sans que les faits soient avérés, à cause de la pression engendrée par notre ère de l'information en continu. C'est le premier grand problème. À mon sens, le deuxième facteur est la montée, ces cinq, dix ou quinze dernières années, de groupes de pression très puissants, non seulement dans le contexte du Proche-Orient, mais partout. Des mouvements de guérilla très sophistiqués ayant accès à des téléphones satellite surveillent maintenant de très près les médias et savent parfaitement comment les manipuler. Nous l'avons vu au Congo. Enfin, le dernier problème est que la communauté journalistique, je crois, n'a pas vraiment pris conscience de la nouvelle situation. La dynamique a beaucoup changé.

Vous avez demandé si c'était notre rôle d'enquêter. Oui, bien sûr, sinon, comment obtenir une information? Le principal problème est que des informations issues de soi-disant témoins visuels, d'organisations non gouvernementales (ONG) ou de groupes de pression sont considérées comme vraies. Nous les croyons et nous publions le sujet, pour constater ensuite: «En fait, peut-être que les chiffres qu'on nous a donnés concernant le nombre de tués ont été gonflés...» La tendance à accepter n'importe quelle information n'est pas nouvelle chez les journalistes, mais ce qui m'inquiète vraiment, en cette époque de l'information en continu, c'est d'entendre dire: «Trois millions de personnes ont été forcées de fuir à tel endroit. Bon, quelqu'un dit qu'il n'y en a que deux millions, mais allons-y pour trois.» Les gens veulent les chiffres les plus élevés, les plus spectaculaires, et il n'y a pas assez de scepticisme.

Est-ce une conséquence de la rapidité à laquelle il faut publier les informations, sans prendre le temps de vérifier les faits?

Différents facteurs entrent en jeu. En Irlande du Nord, j'ai observé que le principal était l'inertie. Les choses traînent; le sujet n'est pas «bouclé» et les gens

s'en désintéressent. Ou bien il est réduit à un genre de formule où, par exemple, un événement horrible se produit à Bagdad et quelqu'un, là-bas, raconte au reste de la planète ce qui s'est passé. On aura peut-être quelques prises de vues faites par des cameramen arabes sur place, et c'est tout. Si c'est vraiment une grosse histoire, comme la bousculade meurtrière sur le pont, elle fera peut-être les gros titres. Mais pour ce qui est d'enquêter sur ce qui se passe réellement là-bas, je crois que la peur d'être victime d'un attentat joue un rôle décisif. Cela ne devrait pas être le cas. On doit pouvoir faire autrement. Ce qui m'inquiète, c'est le manque de pensée créative, le peu d'énergie consacré à trouver d'autres moyens de découvrir ce qui se passe.

L'avènement de l'information en continu a transformé le journalisme, et les journalistes n'ont pas vraiment pris conscience de cette révolution – c'est-à-dire du fait que le pouvoir de l'information va nous être retiré par des personnes se promenant avec des téléphones portables. Les *bloggers* font partie du nouveau pouvoir. Regardez ce qui s'est passé ici, à Londres, le 7 juillet 2005 lors des attentats. Les nouvelles ont commencé par 10 secondes d'images vidéo incroyables qu'un passant avait prises avec son portable. Cette séquence a fait le tour du monde.

On critique parfois les journalistes pour leur empressement à montrer du doigt les faiblesses des gouvernements ou des politiciens, plutôt que de montrer ce qui est positif ou de proposer des solutions.

Ce n'est pas si simple. Dans toute son histoire, le journalisme a joué un rôle important de formateur de l'opinion publique. Nous avons été témoins du génocide au Rwanda et des guerres en ex-Yougoslavie. Or lorsqu'on voit des choses horribles que l'Occident n'a pas vraiment essayé d'empêcher, cela crée un état d'esprit très interventionniste chez les journalistes. Où que vous soyez, vous en trouviez à coup sûr un qui avait une solution à divers problèmes, et généralement une solution impliquant une intervention militaire.

Appliquez cela aux guerres plus récentes que nous connaissons maintenant, l'Irak ou, potentiellement, l'Iran. Je suis très, très inquiet à l'idée que l'on puisse se tourner vers des journalistes qui ne sont pas élus – qui, en fait, ne représentent personne d'autre que l'organisation pour laquelle ils travaillent. À la BBC nous pouvons dire: «Nous représentons les millions de personnes qui paient notre redevance.» Et c'est important. Au mieux, nous pouvons représenter un idéal de recherche de vérité, ce qui est un concept plutôt épineux.

Mais quant à dire qu'il est de notre responsabilité de proposer des solutions, j'ai bien peur qu'il n'y ait que trop de gens qui seraient prêts à le faire. Et vous verrez des mouvements de gauche et de droite prôner des interventions ici ou là et, tout à coup, vous vous retrouverez embarqués dans une intervention militaire engagée sur la base de pressions, sur la base d'un débat intellectuel. Cela a été le cas pour l'intervention américaine en Irak, qui a été fortement soutenue par des secteurs très puissants des médias américains, mais pas examinée d'assez près par les autres. Si vous observez le journalisme pendant la guerre en Irak du côté des partisans de l'intervention, vous remarquerez qu'il

a bénéficié, je dirai, d'une influence inégalée sur la politique gouvernementale. Est-ce vraiment sain ?

Si la question est posée de cette façon : « Les journalistes ont-ils la responsabilité, lorsqu'ils analysent une situation, de suggérer des pistes que les gouvernements et d'autres acteurs pourraient envisager ? », la réponse est positive, car c'est effectivement notre travail. Si à Bagdad on me dit : « À votre avis, que va faire le gouvernement national à propos de cette situation [disons, les mauvais traitements en prison] ? », je dirai : « Il peut soit lancer une enquête, soit demander l'intervention d'un enquêteur externe, soit écouter le CICR et ses recommandations, ou peut-être un peu des trois. » Ce que je ne ferai pas, c'est clamer *urbi et orbi* : « À mon avis, il faut vraiment que le gouvernement lance maintenant une vaste enquête et renvoie tous ceux qui ont été impliqués. »

Les médias ont donc également un rôle constructif ?

Oui, mais c'est sur ce point que nous sommes différents. Votre but est de résoudre les problèmes, qu'il s'agisse de mettre fin à des mauvais traitements dans une prison ou d'essayer de faire évoluer la situation de telle sorte que cela ne se reproduise plus. Vous n'avez absolument aucun intérêt à provoquer un tollé général pour atteindre cet objectif. Pour nous, ce n'est pas pareil. Notre rôle est de décrire ce qui se passe. Parfois, la révélation d'une affaire comme des mauvais traitements infligés à des prisonniers n'arrangera pas du tout ceux qui s'efforcent d'agir pour que ces abus cessent. Mais en tant que journalistes, si nous étions au courant et ne faisons rien, ce serait une terrible compromission. Si l'on commence à garder pour soi des informations et à dire : « Je ne vais pas parler de ce massacre parce que cela aurait des conséquences négatives pour les négociations de paix », où s'arrêtera-t-on ? Raconter ce qui se passe, c'est notre travail, pas le vôtre, et je n'ai jamais eu de problème avec le rôle du CICR à cet égard. Votre mission est d'agir ; la nôtre est de découvrir ce qui se passe, mais sans être volontairement destructeurs.

Un auteur, à propos des reportages sur les deux guerres du Golfe en 1991 et 2003, est arrivé à la conclusion que si les gens considèrent qu'une guerre est légitime, les médias parleront moins de violations graves. Dans le cas contraire, les médias insisteront beaucoup plus sur les violations et les crimes de guerre.

Prenez le conflit en Irak. Ce qui s'est passé à Falloujah constitue l'un des graves échecs du journalisme. Supposons que la BBC ait placé quelqu'un à l'intérieur de la ville sans qu'il ait été incorporé aux forces de la coalition ; qu'est-ce qui serait arrivé à ce journaliste, à votre avis ? Il aurait été probablement kidnappé et tué. Du moment que vous dépendez de quelqu'un pour votre protection physique, votre reportage sera partial. Vous ne verrez qu'un côté très limité de l'histoire, à savoir des bombes et des balles qui vont toutes dans la même direction. Vous ne voyez pas ce qui se passe de l'autre côté.

Mais est-ce que cela revient à accorder, en quelque sorte, une certaine légitimité à ce qui se passe là-bas ? Je ne crois pas. Si vous demandiez à n'im-

porte quel correspondant de la BBC envoyé en Irak pour couvrir une situation comme celle de Falloujah s'il – ou elle – pense qu'il s'agit d'une opération légitime et ne va donc pas trop critiquer la guerre en tant que telle, je crois que la réponse serait négative.

Vous pouvez rendre compte de manière entièrement indépendante?

Comme toute grande organisation, nous faisons l'objet de pressions. Avant, au plus fort du conflit en Irlande, je travaillais pour l'*Irish Broadcasting Service* et, assez étonnamment, la pression était beaucoup plus forte qu'ici parce que l'État et le diffuseur étaient bien plus proches. Ici, le gouvernement britannique nous déteste cordialement la plupart du temps. Souvent, il n'apprécie pas nos reportages. Je pense que cette position est très saine. Mais nous devons réagir très énergiquement. À la BBC, nous avons aussi eu nos difficultés, comme vous le savez, avec le rapport Hutton et le docteur David Kelly. Cela a été un véritable tremblement de terre pour cette institution, et nous devons faire attention, après cela, de ne pas nous laisser intimider, de ne pas prendre de gants. Il ne s'agit pas de commencer à abandonner certains sujets parce qu'ils pourraient causer des problèmes ou offenser tel ou tel groupe. Si la vérité blesse, tant pis. Il faut encaisser. C'est le message que j'essaie de faire passer autant que possible au sein de cette institution.

Mais votre situation est totalement différente lorsque vous parlez d'un conflit dans lequel votre pays d'origine est directement impliqué, n'est-ce pas? Un reportage sur la Côte d'Ivoire n'aura pas les mêmes répercussions que ce que vous pourriez dire sur le comportement des troupes britanniques en Irak.

Bien sûr que non, parce que leurs fils et leurs filles ne regardent pas, et on en est tout à fait conscient. Mais cela signifie-t-il que je prendrais des gants si je tombais sur une affaire où des soldats britanniques auraient eu un comportement épouvantable? Non, je préférerais me retirer et ne pas faire le travail. Mais je ne parle que pour moi.

Vous devez faire les reportages pour votre public? Cela signifie-t-il que votre vision sera inévitablement influencée par le public potentiel – national et international?

Je pense que c'est ce qu'il faut éviter. J'ai grandi en Irlande, où nous recevions les éditions irlandaises des journaux anglais. Si vous compariez un article qu'ils avaient écrit sur l'Irlande du Nord avec la version qu'ils nous en donnaient, la version irlandaise, vous vous rendiez compte que celle-ci était écrite tout à fait différemment. Elle était édulcorée pour le public irlandais. Au Royaume-Uni, ils employaient l'expression «terroristes brutaux». On ne peut pas se mettre à adapter la vérité en fonction de son public, il faut avoir des principes de base et s'y tenir.

Le public de la BBC est peut-être composé de certains groupes ou classes à travers le monde, mais pas nécessairement d'entités géographiques. La BBC

s'apprête à lancer une chaîne en arabe, et Al-Jazira va se doter d'un service en anglais. Les gens choisissent une chaîne particulière et pas une autre, et la plupart ne peuvent pas écouter les deux points de vue à cause de la barrière linguistique. Même s'il y a une BBC en arabe, il y aura sans doute une grande partie de la population arabe qui ne l'écouterà pas.

Est-ce que nous essayons de rivaliser avec Al-Jazira, sur cette chaîne? Ce serait impossible. Il faut s'en tenir à ce qu'on fait le mieux. Il se peut que quelqu'un ne croie pas les médias de son propre pays et croie des informations plus proches de la vérité diffusées par la BBC. Sommes-nous parfaits? Bien sûr que non. Subissons-nous les pressions de certains lobbys et sommes-nous la proie de la désinformation? Bien sûr, comme toutes les autres organisations de médias. Ne soyons pas moralisateurs. Faisons-nous de notre mieux pour dire la vérité? Je pense que oui, mais nous devons admettre nos limites. Nous savons mieux qu'avant reconnaître nos erreurs, mais pas lorsqu'il s'agit de dire: «Là, nous ne pouvons pas faire davantage, pour telle ou telle raison.»

Peut-on conserver sa crédibilité alors même que certains publics rejettent purement et simplement des informations à cause de leur source?

La grande tragédie de notre époque, et je pense que la guerre en Irak l'a parfaitement illustré, est l'abandon de la rationalité. J'ai observé ce qui s'est passé autour de la guerre en Irak, des deux côtés, et cette expression m'est venue à l'esprit: «Une extase morale.» C'est vraiment le critère décisif de l'époque médiatique dans laquelle nous vivons – tant au niveau national qu'international. Les gens veulent voir leurs préjugés confirmés, pas contredits. C'est un abandon des valeurs du Siècle des lumières, des idéaux prônant le débat et la discussion ouverte. Les partisans de la gauche ou de la droite se traitent vraiment des noms les plus horribles. On a affaire à de la méchanceté et de l'aigreur, et à des esprits qui ne supportent pas la remise en question. Il n'y a aucun argument rationnel et la plupart du temps ce n'est même pas drôle, seulement dangereux. Pour changer cela, il faudra très, très longtemps. La réponse viendra davantage de l'évolution de l'histoire que de quoi que ce soit que nous pourrions changer. Cela dépendra de la tournure que vont progressivement prendre les événements en Irak et au Proche-Orient.

Est-ce que les écrivains et journalistes célèbres peuvent encore influencer les grands mouvements malgré la multiplicité et l'importance des outils de communication disponibles?

Je pense que certaines personnes, surtout aux États-Unis, ont une influence énorme. Elles ont un impact considérable sur les politiques gouvernementales. Des chroniqueurs conservateurs comme Irvine Kristol ou Robert Novak ont une énorme influence, et des gens de gauche aussi, quoique dans une moindre mesure puisque c'est la droite qui est au pouvoir. Je ne les aime pas, parce que contrairement aux penseurs du Siècle des lumières, ils ne sont pas rationalistes. Nous sommes à l'ère des polémistes, pas des rationalistes. Les gens ne se réunissent peut-être pas dans les universités et les cafés pour débattre des idées de

Robert Novak, mais croyez-moi, ces idées sont prises au sérieux dans d'autres cercles.

Pour en revenir au terrain, plus de 70 journalistes ont été tués ces 30 derniers mois en Irak. Est-ce que l'incorporation de journalistes, comme en Irak, est tout simplement indispensable pour obtenir des reportages?

Je me le demande. Des journalistes que je respecte étaient incorporés aux marines américains. Mais c'est une équipe documentaire italienne qui a finalement révélé l'utilisation de phosphore blanc à Falloujah. Pourquoi elle? Pourquoi si longtemps après les événements? Une fois encore, il règne une sorte d'inertie. À ma connaissance, nous ne cherchons pas assez activement ni efficacement à découvrir ce genre d'événements, sinon nous aurions découvert celui-ci. Quelqu'un aurait trouvé un moyen de voir le siège depuis l'autre côté. Mais ce n'est pas le cas. À la BBC, nous ne l'avons pas fait, et pour autant que je sache, personne d'autre ne l'a fait, à part les Italiens; ils méritent vraiment des félicitations.

Des organisations humanitaires en Somalie, en Irak et dans d'autres régions où il est également trop dangereux d'agir, cherchent d'autres moyens d'atteindre les victimes de la guerre, par exemple en donnant plus d'importance au personnel local, etc. Dans les médias, vous devez probablement étudier d'autres façons de faire vos reportages dans des situations très dangereuses?

Vous avez soulevé un point intéressant ici, que je vais approfondir parce qu'il est tout à fait en rapport avec ce que je disais à propos de Falloujah. S'il est trop dangereux d'être sur le terrain pour moi ou pour quelqu'un comme moi, pourquoi n'avons-nous pas recours à des journalistes arabes? Pourquoi pas? Ne sont-ils pas capables de rendre compte de ce qui se passe? Qui pourrait travailler pour nous et serait en mesure de le faire à cet endroit? Nous devons trouver d'autres moyens. Il serait suicidaire d'envoyer quelqu'un comme moi à Falloujah en ce moment, mais cela signifie-t-il pour autant que nous ne pouvons pas du tout couvrir cette situation? Et pourquoi, dans les médias occidentaux, avons-nous tous attendu aussi longtemps pour essayer de trouver des solutions?

Cependant, la grande majorité des journalistes tués en Irak étaient des Irakiens. Ce n'est pas seulement parce que vous êtes étranger que vous vous faites tuer en Irak. Vous vous faites tuer parce que vous tenez une caméra au mauvais endroit au mauvais moment.

Mais cela, c'est le genre de situation auquel nous sommes habitués, en Afrique ou ailleurs; c'est le risque calculé que nous prenons. Ce qui rend la situation différente et plus dangereuse, c'est que ma tête va être mise à prix pour une somme beaucoup plus élevée que pour les locaux.

Notre problème est la difficulté physique d'obtenir les informations, pas les pressions politiques. J'étais en Irak durant les semaines qui ont suivi la chute de Bagdad et j'ai fait des reportages sur l'utilisation des bombes à frag-

mentation. Quand j'ai appelé Londres, on m'a demandé: «Es-tu absolument sûr que ton information est juste?» On ne m'aurait sans doute pas posé cette question s'il avait été question d'un attentat suicide. On fait beaucoup plus attention lorsqu'on rapporte des faits et chiffres potentiellement critiquables et choquants au sujet des forces de la coalition. Mais en est-on au point où cela pourrait décourager les gens de faire des reportages? Je ne le pense pas.

Le vrai problème est donc le danger physique?

Qu'est-ce qui m'a empêché de faire un film sur le siège de Falloujah? C'est la peur de me faire tuer. C'est aussi simple que cela. Peu importe à qui j'ai affaire, très influents ou pas. Je les affronterai, mais je ne veux pas mourir.

Une des choses dont je me suis rendu compte tardivement – et 45 ans peut sembler un âge très avancé pour affronter cette vérité – est que certaines questions n'ont pas de réponse. Certaines situations n'ont pas de solution. Vous aussi, vous avancez en terrain miné une grande partie du temps.

Le CICR a encore des rapports assez prudents avec la presse. Comment voyez-vous la relation entre les travailleurs humanitaires et les médias ?

Curieusement, j'aurais été plus critique envers le CICR il y a quelques années. Plus je vois comment les médias travaillent en relation très étroite avec des organisations non gouvernementales, mieux je comprends l'approche légèrement distante et non interventionniste adoptée par le CICR. Je pense que c'est mieux ainsi pour les deux côtés. Souvent, les médias et les ONG se manipulent mutuellement afin d'obtenir ce qu'ils veulent, et je ne crois pas que ce soit bénéfique à long terme. Si un journaliste coopérait avec n'importe quel autre groupe de pression, je veux dire, autre que l'humanitaire, il considérerait ce qui se passe comme totalement contraire à l'éthique: il arrive quelque part et une organisation humanitaire lui tend effectivement un bon sujet sur un plateau. Il parle au directeur du camp de réfugiés et son reportage est fait. Cela peut amener des fonds à l'ONG à court terme, mais je ne crois pas que quiconque y trouve son intérêt à long terme, ni les ONG ni les médias. Nous finissons par nous critiquer mutuellement sans arrêt parce que nous sommes pris dans cette sorte de relation confuse. Je reconnais être moi-même tombé dans ce piège. Il faut savoir reculer. Le CICR est plus digne de confiance parce que les journalistes savent que vous ne recherchez pas désespérément l'attention des médias. Vous n'en avez pas besoin, voilà la différence.

Un journaliste a déclaré qu'il ne pouvait pas faire la différence entre les récits de celui qui fait le reportage, de la victime et de l'ONG.

Oui, ce qui arrive souvent est qu'un récit, surtout en Afrique, sera principalement conçu par des étrangers. Le journaliste blanc parle au travailleur blanc de l'ONG, qui parle des Africains. Ce n'est pas bon, c'est favoriser le sentiment d'impuissance et la dépendance, c'est sortir l'histoire de la bouche des gens et se l'approprier. Le vieux mythe de l'appareil photo qui vole l'âme de celui qui se fait photographier est davantage qu'un simple mythe. En ce qui concerne le

CICR, comme nous vivons à une époque obsédée et saturée par les médias, il subira une énorme pression pour changer et se conformer. Mais si vous cédez, vous pourrez alors dire adieu au genre de travail qui compte le plus pour votre organisation. Une fois que vous vous engagez sur cette voie, mon ami, vous ne pouvez plus revenir en arrière. Vous le savez, je ne vous apprends rien.

Vous voulez dire qu'il ne faudrait pas hypothéquer maintenant légitimité et crédibilité en faisant une incursion dans ce monde de l'information en continu?

Exactement! Rechercher la publicité n'est pas forcément la recette pour être moral. Ma vision des choses a passablement changé. J'étais beaucoup plus donneur de leçons, beaucoup plus prêt à dire : « Je pense qu'il faudrait faire telle ou telle chose. » Je trouve simplement que votre façon d'atteindre vos objectifs est quelque peu différente, et c'est pourquoi mon opinion du CICR a changé. Je ne désire plus absolument aller là où il y a le plus de combats. Que disent beaucoup de journalistes, dans leurs reportages? « Les combats s'intensifient, c'est horrible. » Dites-moi plutôt quelque chose que je ne sais pas! Lorsque vous tombez dans ce piège, il faut vous en rendre compte et faire marche arrière. Les attitudes moralisatrices me mettent mal à l'aise. Mais je crois encore fermement en ce qui m'a toujours touché: les principes fondamentaux des droits de l'homme. Ils m'ont touché bien avant le journalisme.